

DEPARTEMENT DE LOT ET GARONNE

PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS
ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AUX RISQUES
INONDATION ET INSTABILITE DES BERGES DE LA
VALLEE DU LOT

2 DECEMBRE 2013 – 10 JANVIER 2014

RAPPORT DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR
2^{ème} PARTIE
BILAN COMMUNAL DE L'ENQUÊTE
CONCLUSIONS ET AVIS

LE LEDAT

Destinataires :

- Monsieur le Préfet de Lot et Garonne
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux
- Monsieur le Maire de LE LEDAT
- Archives

M. Alain POUEROL
Commissaire enquêteur
2, Chemin du Rieumort
47310 Brax
alainpoumerol@free.fr

1. PRESENTATION DE LA COMMUNE

LE LEDAT est une commune qui compte 1280 habitants au dernier recensement. Elle fait partie de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois (CAGV). Sa superficie est de 1243 ha. La population en zone inondable est estimée à 20 habitants environ.

En rive droite du Lot, le territoire de la commune est très peu contraint par le risque inondation du Lot. La partie inondable de la commune est due principalement à la remontée des eaux du ruisseau « la Lède » qui traverse son territoire et « le Cagnerieux » en limite avec Villeneuve-sur-Lot.

La commune possède un linéaire de berges estimé à 4,0 km environ, soit 2,44 % du linéaire total de berges du Lot en Lot-et-Garonne.

La commune vient d'approuver son Plan Local d'Urbanisme (PLU), document qui a tenu compte du projet de Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité des berges.

2. BILAN DE LA CONCERTATION

Concertation de la Direction Départementale des Territoires (DDT) avec la Commune

Inondation

Objet	Réunion de concertation	Mairie	Réponse DDT
Aléas	18/05/2011	<p>1 – La rivière LOT ne pose pas de problème majeur pour le risque inondation sur la commune ; son affluent La Lède engendre par contre des phénomènes plus significatifs ;</p> <p>2 – Lors de la crue de 1993, le pont de Cendrous sur la Lède a bougé (limite commune de Casseneuil) ; des travaux de réfection ont été réalisés depuis ;</p> <p>3 – L'eau de la Lède serait montée plus haut que ne l'indique la carte, dans le centre du bourg (vers année 1950) ; photo existante chez un adjoint au Maire ;</p> <p>4 – Beaucoup d'embâcles sous les ponts de la Lède : phénomène signalé mais non remédié ;</p> <p>5 – La zone inondable du PLU est plus contraignante dans le Nord de la commune où elle frise le chemin rural n°2 ;</p>	<p>1 – Effectivement ;</p> <p>2 – Sans commentaires ;</p> <p>3 – Cette photo a été communiquée à la DDT à la suite de la réunion enjeux du 29 novembre 2011 ; les isocotes ont été définies en prenant comme référence trois plaques au niveau du pont du Lédats (crue de référence : 1993)</p> <p>4 – La Lède est un cours d'eau non domanial ; il convient de se rapprocher du syndicat de rivière.</p> <p>5 – La carte aléas montre la limite d'inondation par débordement et non par</p>

		6 – Le Syndicat de la Lède a été alerté d'un phénomène d'ensablement au niveau d'un lotissement à l'Est du bourg.	ruissellement lors de fortes pluviométries ; 6 – Les curages sont à proscrire car ils génèrent d'autres dégâts ; un entretien doux est conseillé avec enlèvement des branchages et embâcles de façon régulière.
	29/11/2011	10 – Les services d'EDF ont-ils une procédure ou des consignes à respecter à l'occasion des crues ? 11 – Les élus notent que les crues du Lot relevées sur les documents présentés semblent plus importantes que ce qui a pu être observé en général (témoignages, photos, ...) ;	10 – Oui ; il convient de se rapprocher de ces services ; 11 – La crue de référence pour le Lot est la crue de mars 1927, centennale.
Enjeux	18/05/2011	Plusieurs bâtiments existent en zone inondable de la rivière La Lède (aléa fort : hauteur 1 mètre) dont un moulin (Moulin de Baraillé), une vieille grange et deux maisons d'habitation ; Remarques sur les moulins qui sont nombreux sur la Lède ; carte des moulins du bassin versant de la Lède à consulter à la mairie ;	
	29/11/2011	Des zones U du PLU sont principalement concernées. Les niveaux d'eau des crues de 1977 et 1993 sont déjà repris dans le PLU ; la zone inondable de la Lède dans le secteur de " La Combe " est plus large. Le secteur " non aedificandi " du PLU couvre largement les secteurs repérés à enjeux sur les données du PPR.	
Zonage et Règlement	03/10/2012	12 – Dans le secteur de Campagnac (vers salle des fêtes) un fossé collecteur très chargé contribue à l'érosion de la berge ; 13 – Peu d'habitations sont	12 – Sans commentaires ; 13 – Sans commentaires ; 14 – Lorsque le PPRI sera opposable (début 2014), il devra être annexé au document d'urbanisme au moyen d'un

		concernées par la zone rouge de débordement de la Lède ; 14 – M. le Maire indique qu'une révision simplifiée du PLU est en projet et demande comment y intégrer ce nouveau règlement.	arrêté municipal de mise à jour des SUP, puis intégré à l'occasion d'une révision ou d'une modification ultérieure du PLU (pas d'obligation de mise en compatibilité immédiate).
--	--	--	--

Instabilité des berges

Objet	Réunion de concertation	Mairie	Réponse DDT
Aléas	18/05/2011	7 – Il existe des zones de plantations de peupliers en bordure du LOT ; 8 – Un effondrement d'une berge de la Lède à l'Ouest du bourg (entre cotes 57.00 et 56.50) pourrait présenter un risque pour la route départementale n°216 ; 9 – Les rives de la Lède sont en règle générale mal entretenues par les propriétaires riverains ; l'association des pêcheurs en entretient cependant une petite partie (ouest du bourg).	
Enjeux	18/05/2011	Il n'y a pas de bâtiments implantés dans la zone " aléas berges " de la commune ; seule une piscine ancienne existe à la limite de cette bande de 10 mètres.	
Zonage et Règlement	03/10/2012	15 – une DP pour création de 2 lots à bâtir est en cours d'instruction dans la zone de 50 mètres d'instabilité des berges : la mairie va contacter le service instructeur du pôle urbanisme afin de rappeler l'étude en cours et les prescriptions qui en découlent.	15 – La DDT recommande aux représentants de la collectivité de rester vigilant à l'égard de toute nouvelle demande d'autorisation d'urbanisme et le cas échéant, d'accompagner l'envoi du dossier au service instructeur d'un avis circonstancié au regard des éléments fournis ce jour.

Concertation avec le Public

REUNION PUBLIQUE		
Date : 18 avril 2013	Lieu : salle des fêtes	Nbre de personnes : 30 environ
Questions		Réponses
Concernant les berges : quand la largeur de l'aléa fort dépasse 10 mètres, sur quoi se base-t-on ?		Sur les observations de la morphologie et de la nature du terrain, les événements connus, ...
Quelle est la durée de vie d'un PPRI ?		Si un événement plus grave que l'événement de référence survenait ou dans le cas d'une évolution réglementaire significative, le document ferait l'objet d'une révision générale ; mais en principe, un PPRI n'a pas vocation à être modifié régulièrement, contrairement à un PLU.
La DDT apporte-t-elle des solutions techniques pour les constructions en zone de risques ?		Quelques réponses figurent dans le chapitre 6 du titre II et dans le titre IV du règlement. Pour ce qui concerne les berges, le Service Environnement de la DDT constitue en ce moment des fiches techniques sur l'entretien, les plantations, les mesures à prendre ou à proscrire...
Existe-t-il un organisme chargé de l'entretien des berges du Lot ?		L'entretien des berges des cours d'eau incombe aux riverains. Il est possible de solliciter des conseils techniques auprès du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée du Lot. Toute intervention nécessite des démarches préalables auprès de la Direction Départementale des Territoires (réglementation au titre de la loi sur l'eau et ou code général de la propriété des personnes publiques). Le SMAVLOT propose de se substituer aux riverains dans le cadre d'opérations groupées, pour les communes ayant adhéré ou qui adhéreront aux nouvelles « cartes » proposées par le syndicat dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de rivière.
Il est étonnant que les nauzes apparaissent sur la carte d'aléa.		Les nauzes sont considérées comme des affluents et doivent donc être prise en compte.
Quel est l'impact des barrages sur les crues ?		Tout dépend de l'importance de la crue. Les barrages dits « au fil de l'eau » qui sont présents dans le Lot et Garonne n'auront plus d'incidence pour une crue centennale prise en compte dans l'élaboration du PPR. Les grands barrages (Grandval, Sarrans, ...) présents en amont des bassins versants peuvent effectivement jouer un rôle d'écrêteur de crue, comme cela a été le cas en 2003. Mais compte tenu de l'objectif principal des barrages (production d'électricité) et de leur mode de gestion, ce

	rôle ne peut être garanti (barrage plein, crues successives, ...).
Combien de temps a duré la crue de 1927 ?	3 jours en pic de crue pour un débit de 4 350 m ³ /seconde.
Quel est le débit du Lot en temps normal ?	A titre de comparaison, le débit de la crue de 1981 était de 2050 m ³ /s et celui de la crue de 2003 de 2000 m ³ /s. Le débit maximal pour la navigation en aval de Lustrac est de 300m ³ /s. Vers le 15 juin 2013, le débit du Lot était de l'ordre de 100m ³ /s.
Jusqu'à quel endroit est-on propriétaire de la berge ?	Dans le cas où EDF n'a pas mis en eau la zone concernée, lors des travaux liés à la construction du barrage, la limite du domaine public fluvial et par conséquent des propriétés riveraines, est déterminée par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder (plenissimum flumen). Dans le cas contraire, c'est-à-dire lors de la mise en eau de parcelles riveraines par EDF, ce dernier a passé une convention avec chacun des propriétaires riverains de l'époque. Ce document doit permettre de préciser la limite des propriétés concernées. Par ailleurs une servitude de marchepied existe. Des renseignements plus précis peuvent être trouvés auprès de la DDT (SE/EPMA).
<p><u>Registre en mairie :</u> Disponible à l'accueil de la mairie depuis 2011, avec les projets des principaux documents du PPR (cartes informatives, aléas, enjeux, zonage et règlement) mis à disposition au fur et à mesure de leur élaboration, il est resté ouvert un mois après la réunion publique. Aucune observation ou question n'a été portée sur ce registre.</p>	

3. CONDITIONS D'ORGANISATION – DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

L'avis d'enquête a été affiché sur le panneau d'affichage, à l'extérieur de la mairie. L'avis d'enquête a été affiché sur le panneau d'affichage, à l'extérieur de la mairie. Le dossier du projet de **Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité (PPRII)** des berges du Lot concernant la commune de Le LEDAT était tenu à la disposition du public au secrétariat de la mairie durant ses heures d'ouverture.

J'ai tenu une permanence, le jeudi 12 décembre 2013 de 9h à 12h. La salle mise à disposition par la mairie permettait de recevoir le public dans de bonnes conditions.

4. DELIBERATION DE LA COMMUNE

Délibération du 12 novembre 2013:

Le Conseil Municipal,

- 1 - se prononce favorablement sur le projet du Plan de Prévention des Risques Naturels, Inondation et Instabilités des berges du Lot (P.P.R.I.1) ;*

2 - constate que le présent avis a été donné par 13 voix à l'unanimité.

5. ENTRETIEN AVEC LE MAIRE DE LA COMMUNE

Entretien avec Monsieur Christian ROUSSEAU, maire de la commune de Le LEDAT.

L'entretien avec le maire de la commune s'est déroulé le 28 janvier 2014 à la demande du Commissaire Enquêteur, à la Mairie.

Dans sa délibération du 12 novembre 2013, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au PPRII. L'importance de l'étendue de la zone inondable est due principalement au ruisseau « la Lède » qui traverse la commune.

L'instabilité des berges ne pose pas de problème particulier sur la commune.

La faible participation du public lors de l'enquête tient au fait que peu de personnes sont concernées par les débordements de la Lède.

Le maire pense que le projet de PPRII est un « bon document ». Il déclare : « quand on voit ce qui se passe dans le Var ou dans les Landes plus récemment, on constate que la nature reprend ses droits. C'est donc un document utile pour la mise en œuvre de l'urbanisme dans les communes. Le public ne comprend pas toujours qu'il faille se plier à la réglementation ».

Au niveau du PLU, la commune a mis une bande inconstructible le long des berges du Lot.

La commune adhère à la carte n°3 du SMAVLOT et au Syndicat de la Vallée de la Lède.

La commune possède un Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

6. OBSERVATIONS DU PUBLIC - AVIS DE LA DDT - ANALYSE DES OBSERVATIONS

Observations verbales : néant.

Observations inscrites sur le registre d'enquête : néant.

Observations adressées par courrier annexé au registre d'enquête : néant

Observations de portée générale faites par le commissaire enquêteur (sur PV) et réponses du Maître d'Ouvrage

II-2-1 — Lorsque le PPRII sera approuvé, est-ce que le principe d'indemnisation de sinistrés éventuels suite à une crue du Lot ou de ses affluents sera maintenu dans le cadre de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

L'approbation d'un PPR n'empêche pas l'indemnisation des dommages en cas d'inondation dans le cadre de la reconnaissance de catastrophe naturelle ; cette approbation empêche par contre que la franchise soit multipliée par 2, 3 ou 4 lorsque plus de 3, 4, 5 arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune pour le risque considéré.

Cependant, uniquement à la date normale de renouvellement du contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat, l'assureur peut ne pas souhaiter assurer :

- les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur

lors de leur construction ou création ;

- les constructions ou activités existantes dont la mise en conformité avec des règles rendues obligatoires par le PPR n'a pas été effectuée par le propriétaire, exploitant ou utilisateur.

En cas de différent avec l'assureur, ou en cas d'impossibilité de trouver un assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du Bureau Central de Tarification (BCT) relatif aux catastrophes naturelles.

II-2-2. A certains endroits l'érosion des berges a pris une telle ampleur que l'eau a gagné plus de 20 mètres à l'intérieur des propriétés privant certains riverains de près de 1000 mètres² de terrain (50 mètres de façade x 20 mètres de retrait de berges). Ces riverains ont-ils droit à une réduction de leur impôt foncier et, le cas échéant, à qui doivent-ils s'adresser pour demander cette réduction?

Réponse (mél du 18/02/14) :

C'est l'administration fiscale qui détermine la valeur des biens et leur évolution sur la base de certains critères. Il appartient aux propriétaires d'entreprendre les démarches qu'ils estiment utiles auprès de l'administration fiscale (centres des finances publiques de Villeneuve sur Lot ou Marmande ; Cf. adresse sur l'avis d'imposition pour la taxe foncière) pour faire valoir leurs droits.

II-2-3 — Le fait que la route d'accès à un secteur non inondable soit en zone inondable empêchera-t-il l'urbanisation éventuelle de ce secteur ?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Les îlots non inondables enclavés dans la zone inondable ne sont pas réglementés par le PPR car ils ne sont pas soumis à l'aléa pour la crue de référence.

Cependant compte tenu de différents critères (superficie de l'enclave, niveau de l'aléa à proximité immédiate, environnement proche ou lointain, ...), il n'est pas opportun pour la plupart de ces secteurs qu'ils soient aménagés et il convient de les préserver de l'urbanisation (cf note de présentation page 25). Les collectivités devront faire leur propre analyse dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme.

Chaque commune devra également lors de l'élaboration de son PCS (Plan Communal de Sauvegarde — obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de l'approbation du PPR) tenir compte de ces territoires enclavés dans la zone inondable pour la crue de référence.

En effet il est malheureusement régulièrement vérifié qu'il est très dangereux d'emprunter une route inondée, même avec une faible hauteur d'eau.

II-2-4. Quels sont les relations des services de l'Etat avec les propriétaires de barrages au fil de l'eau tels que Fumel (propriété privée), Le Temple et Villeneuve (exploités par EDF) ?

Réponse (mél du 18/02/14) :

Les barrages au fil de l'eau de Clairac, Temple sur Lot, Villeneuve sur Lot et Fumel sont des concessions hydroélectriques. L'administration de tutelle est la DREAL Aquitaine. Des consignes d'exploitation en période de crue sont définies.

II-2-5 — Comment doit s'organiser une mairie dans le cas d'une annonce de crue par la préfecture lorsque le téléphone portable ne passe pas sur une grande partie de son territoire?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Cette commune doit s'adresser au SIDPC (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile). Il existe différents moyens d'alerter la population : sirène, véhicule avec haut-parleur,

II-2-6 — Le zonage du PPRII sera-t-il révisé régulièrement ?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Un PPR n'a pas vocation à être révisé régulièrement.

Il pourrait l'être par exemple suite à une inondation plus importante que la crue de 1927 ou dans le cas d'une évolution réglementaire.

11-2-7 — *Quel sera l'impact du PPRII en valeur patrimoniale des biens ? Peut-il y avoir des indemnisations ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Les servitudes d'utilité publiques concernant les risques naturels ne sont pas indemnissables.

**CONCLUSIONS ET AVIS
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

CONCLUSIONS

La politique de l'Etat en matière de prévention des risques majeurs a pour objectif de préserver les vies humaines et de réduire le coût des dommages supportés par la collectivité.

Dans les secteurs à enjeux forts, le Plan de Prévention des Risques (PPR) est l'outil privilégié de l'état pour mettre en œuvre cette politique en matière de maîtrise de l'urbanisation et de réduction de la vulnérabilité.

Les PPR sont élaborés en application de la Loi du 2 février 1995, dite « Loi Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement, et de la Loi du 30 juillet 2003, dite « Loi Bachelot », relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Ils ont pour objet :

- d'identifier les risques prévisibles constituant une menace pour la population ;
- de délimiter les zones exposées à ces risques et des zones non exposées mais où certains modes d'occupation pourraient aggraver des risques ou en créer de nouveaux ;
- de déterminer les mesures applicables tant aux particuliers qu'aux collectivités.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP ou PPR) est un outil réglementaire visant à permettre de limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles. Pour ce faire, il délimite les espaces concernés par les risques et définit les mesures de prévention nécessaires, dans le respect des compétences que les lois attribuent aux communes en matière d'aménagement, aux autorités de police en matière de sécurité et aux particuliers en matière de responsabilité civile.

En Lot-et-Garonne, plus de 200 communes sont concernées par le risque inondation. Plus de 99 000 personnes vivent dans le bassin du Lot, soit près de 30% de la population du département. Afin de mieux connaître les risques d'inondation et d'instabilité des berges du Lot et de réglementer les secteurs concernés, l'élaboration de Plans de Prévention des Risques a été prescrite sur 26 communes (les communes d'Aiguillon et de Nicole étant déjà réglementées sur le risque inondation par le PPR des Confluents) par arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2011.

Outre le risque inondation, les rives du Lot sont également soumises au risque d'instabilité des berges. Ce phénomène est dû à différents types d'aléas : glissements de terrains, chute de blocs, selon la nature géologique des sols et la géomorphologie de la rivière.

La révision du document précédemment en vigueur a été rendue nécessaire afin de mettre la réglementation en conformité avec les directives nationales en matière de zone inondable. En effet, le PSS de 1977 (servitude d'utilité publique) ne permet pas aux services de l'Etat de mettre en œuvre les directives ministérielles telles qu'elles ont été définies depuis 1994. De plus ce PSS ne couvre pas l'ensemble du territoire traversé par la rivière.

La révision du PSS de 1977 est aussi l'occasion de prendre en compte et de réglementer la zone inondable des principaux affluents du Lot, afin de mettre à disposition de chaque commune un document plus complet concernant le risque inondation.

Le ruisseau « La Lède » est le principal affluent pris en compte dans l'étude.

La circulaire ministérielle du 24 janvier 1994 et le guide édité en 1999 préconisent de retenir les Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) ou à défaut une crue centennale, lorsque les PHEC sont inférieures à celle-ci.

Pour le Lot, la crue de référence retenue est la crue des 9 et 10 mars 1927 de fréquence centennale et pour les affluents hors de l'influence du Lot, les crues du 6 juillet 1993 pour les affluents de la rive droite et du 9 juillet 1977 pour les affluents de la rive gauche, (6/7/1993 pour la Masse), correspondant aux PHEC.

Au niveau « instabilité des berges du lot », si le risque est connu, il était jusque là nécessaire de recourir régulièrement à l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme pour interdire les projets ou les autoriser sous réserve de prescriptions spécifiques adaptées.

Sur le linéaire du Lot traversant le département, le taux d'érosion moyen des berges est de 30 cm par an (taux estimé au vu de l'évolution entre le cadastre Napoléonien et le cadastre actuel). Mais il peut aller jusqu'à 80 cm par an dans certains secteurs, ce qui, à l'échelle du siècle, conduit à des pertes conséquentes de foncier, voire de bâti.

Le PPRI est une servitude d'utilité publique et constitue un document d'urbanisme auquel s'applique la procédure de notification préalable prévue par le Code de l'urbanisme. Il doit être annexé par arrêté municipal au Plan d'Occupation des Sols ou au Plan Local d'Urbanisme conformément au Code de l'urbanisme. Les servitudes ainsi créées ne peuvent donner lieu à indemnisation. Pour les communes soumises au règlement national d'urbanisme ou dotées d'une carte communale, la servitude est opposable dès sa publication et pourra être utilement annexée à la carte communale.

Pour ces deux risques Inondation et Instabilité des berges, les PPR apportent une plus grande transparence des règles appliquées ainsi qu'une meilleure assise juridique que les réglementations applicables actuellement (PSS du Lot et article R 111-2).

Le recours à la concertation dans l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels est devenu une obligation réglementaire depuis le décret n°2005-3 du 4 Janvier 2005 (modifiant le décret n°95-1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles). L'article 2 de ce décret prévoit en effet que l'arrêté prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet. La procédure de concertation est conduite sous l'autorité et la responsabilité de l'Etat. La communication auprès des administrés est réalisée par les maires et appuyée par la DDT.

La concertation vise à permettre la participation des acteurs locaux (élus locaux, acteurs de l'aménagement, services institutionnels ayant une compétence en la matière,...) à l'élaboration du PPR inondation, condition essentielle à la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques satisfaisante et partagée.

L'Arrêté Préfectoral n°2011-011-008 du 11 janvier 2011 qui a prescrit l'élaboration du PPR Inondation et Instabilité des berges sur 26 communes de la vallée du Lot a été affiché au minimum pendant 1 mois dans chaque mairie et au siège des EPCI ayant compétence en matière de planification de l'urbanisme. Il était accompagné des cartes informatives et d'un rapport de présentation qui précisait la nature des risques pris en compte pour les deux risques.

Une conférence de presse du Préfet le 8 février 2011 à la sous-préfecture de Villeneuve a permis de rappeler les objectifs du PPR et les modalités de la procédure.

En ce qui concerne les collectivités, les modalités de la concertation ont été définies ainsi :

- un comité technique composé de représentants des services de l'Etat (préfecture, DDT) et des collectivités territoriales, (collectivités, Conseil Général et SMAVLOT) s'est réuni 3 fois dans la phase de préparation (pour les aléas et pour les enjeux).

- sur une période allant de février 2011 à juin 2013, toutes les communes ont participé aux concertations réalisées au fur et à mesure de l'élaboration des dossiers.

La concertation avec la commune de Le LEDAT a porté notamment sur les aléas et les enjeux (réunions du 18/05/2011 et 29/11/2011), le zonage et la présentation des cadres de règlement (réunion du 03/10/2012).

Le conseil municipal a ensuite été consulté une dernière fois sur le projet de PPR avant l'enquête publique. Sa délibération en date du 12 novembre 2013 a été l'occasion de faire part de son avis favorable.

Concernant le public, la concertation en continu a été réalisée par:

- Une plaquette d'information présentant les risques pris en compte, la procédure d'élaboration des PPR et les modalités de la concertation du public, élaborée par la DDT, remise à la collectivité en juillet 2011.

- Un communiqué de presse de la Préfecture de Lot-et-Garonne en date du 22 février 2013 qui a fait le point sur la démarche d'élaboration du PPRII et qui a informé la population des dates des réunions publiques pour chaque commune concernée.

- Une deuxième plaquette d'information présentant les principaux documents composant les projets de PPR, éditée par la DDT en mars 2013 et diffusée par les collectivités en parallèle avec l'invitation à participer à la réunion publique.

En avril 2013, ces plaquettes ont été mises en ligne sur le site internet des services de l'Etat, ainsi que sur le site du SMAVLOT.

- Un registre disponible à l'accueil de la mairie depuis 2011, avec les projets des principaux documents du PPR (cartes informatives, aléas, enjeux, zonage et règlement) mis à disposition au fur et à mesure de leur élaboration, est resté ouvert un mois après la réunion publique.

Aucune observation ou question n'a été portée sur ce registre.

- Une réunion publique s'est tenue le jeudi 18 avril 2013 à 18h30 à la salle des fêtes de Le LEDAT en présence de deux conseillers municipaux. Une trentaine de personnes y a participé.

Par décision N° E13000228/33 du 25 septembre 2013, le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux m'a désigné commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Jean-Paul GOUBARD, commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique ayant pour objet « *l'élaboration du plan de prévention des risques naturels de la vallée du Lot, concernant les 26 communes longeant le Lot jusqu'au département éponyme* ».

Outre le recensement des observations de la population, ce type d'enquête publique présente deux particularités :

- la délibération de la collectivité et des organismes devant émettre un avis est obligatoirement annexée au registre d'enquête ;
- le commissaire enquêteur rencontre le maire de chaque commune pendant l'enquête publique.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013-316-0004 du 12 novembre 2013, l'enquête s'est déroulée sur 40 jours consécutifs du 2 décembre 2013 au 10 janvier 2014.

L'information du public, préalable à l'ouverture de l'enquête publique a été réalisée conformément à l'article n°4 de l'Arrêté Préfectoral ordonnant l'enquête publique:

- dans la presse locale par l'intermédiaire des journaux « La Dépêche du Midi » et « Sud-Ouest »,
- sur le site internet de la préfecture de Lot-et-Garonne www.lot-et-garonne.gouv.fr,

Le dossier d'enquête publique, composé d'un dossier de présentation, du règlement et de cartes informatives, a été mis à disposition du public à la mairie durant les horaires d'ouverture et également les jours ouvrables de 9h à 12h et de 14h à 17h à la Direction Départementale des Territoires – Unité prévention des risques – 1722, avenue de Colmar à Agen.

Nota : Bien que ce ne soit pas une obligation dans ce type de projet, le dossier d'enquête publique comprenait un document de 12 pages édité par les services de l'Etat et intitulé « bilan de la concertation ».

Sur la commune de LE LEDAT, j'ai tenu une permanence le jeudi 12 décembre 2013 de 9h à 12h. Aucune observation n'a été déposée sur le registre d'enquête.

Conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'Arrêté Préfectoral, j'ai eu un entretien avec le maire de la commune le 28 janvier 2014.

AVIS

Le Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité (PPRII) des berges de la Vallée du Lot est l'occasion de prendre en compte et de réglementer généralement l'usage du sol en zone inondable et en zone d'instabilité des berges.

Lors de l'élaboration du projet par les services de l'Etat, la concertation a été menée avec la mairie et les différents organismes concernés aux différentes étapes de constitution du dossier sur une période allant de février 2011 à juin 2013, pour la définition des aléas, l'identification des enjeux et l'élaboration du zonage. Le nombre de réunions a été adapté au contexte et aux enjeux de la commune. Une réunion publique a été tenue dans la salle des fêtes de la commune.

L'enquête publique s'est déroulée pendant 40 jours du 2 décembre 2013 au 10 janvier 2014 dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur. La publicité de l'enquête a été correctement effectuée, tant dans la presse locale que par l'affichage en mairie.

Au niveau des aspects négatifs de ce dossier, je relève les éléments suivants :

- la non participation du public lors de l'enquête publique témoigne d'un certain désintérêt de celui-ci,
- les plans ne sont pas renseignés au niveau du nom des rues, des lieux-dits, ou toutes autres indications qui facilitent le repérage et les localisations,
- les plans ne comportent pas de courbe de niveau du terrain naturel, qui auraient pu permettre de se rendre compte des dénivelés et faciliter la compréhension des niveaux d'aléas.
- l'avis favorable de la Chambre d'agriculture est assorti de deux réserves : avoir un repérage des enjeux agricoles plus lisible dans les documents graphiques et un règlement plus explicite sur les mesures applicables à la construction ou à la restauration d'ouvrages liés à l'irrigation.

Au niveau des aspects positifs de ce dossier, je relève les éléments suivants :

- la concertation a été menée de façon correcte, conforme à l'arrêté préfectoral de prescription, avec une réelle volonté d'informer et de faire participer la collectivité et le public,
- le conseil municipal a émis un avis favorable au projet à l'unanimité des membres présents,
- les organismes consultés par le porteur du projet, après arrêt de celui-ci (excepté la Chambre d'Agriculture), n'ont pas formulé d'observations ce qui vaut avis favorable,
- le projet de PPRII permet de disposer d'un document de gestion des risques inondation et instabilité des berges qui sera pris en compte dans les documents d'urbanisme de la collectivité locale et répond ainsi aux politiques de prévention de ces risques naturels,
- le projet s'inscrit dans le cadre de l'intérêt général et apporte à la collectivité locale une plus grande transparence des règles appliquées ainsi qu'une meilleure assise juridique,

- tel qu'il est présenté à l'enquête publique, le projet respecte les différents textes législatifs et réglementaires tout en s'appuyant sur les doctrines existantes, les documents et les données locales.

Considérant les nombreux aspects positifs, j'émet :

UN AVIS FAVORABLE

au projet de Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité des berges (PPRII) sur la commune de LE LEDAT.

Avis assorti des 2 recommandations suivantes :

Recommandation n°1

Dans le but de rendre accessible les documents afférents aux zonages, il paraît souhaitable de reporter sur les plans un minimum d'indications : nom des rues principales, localisation de monuments ou sites, quelques cotes d'altitude éventuellement.

Recommandation n°2

Les secteurs impactés par le projet sont à forte prédominance agricole. Comme le demande la Chambre d'Agriculture, il conviendrait de faire un repérage des enjeux agricoles dans les documents graphiques et de compléter le chapitre C (agriculture) de chaque zone par les mesures applicables à la construction ou à la restauration d'ouvrages liés à l'irrigation.

Brax, le 20/02/2014

Alain POUMEROL
Commissaire-enquêteur